

Solidaires en action ^{N° 17}

Le 29 mai 2009

La grève à EDF/GDF Suez : les grandes manœuvres ...

Le fait majeur de ces derniers jours a été la signature par la fédération CGT Mines Energie d'un accord au niveau d'ERDF-GRDF (Distribution). **Cet accord porte sur des augmentations individuelles et non collectives.**

Chaque année les directions d'entreprises définissent un pourcentage d'augmentations individuelles par collègue en fonction "des mérites des salariés". Cette année ces pourcentages ont augmenté de 2,5% pour chaque collègue : 42% pour exécution-maîtrises et 62,5% pour les cadres. Ces résultats sont présentés, par les signataires, comme une victoire historique de la lutte en cours. **C'est loin d'être l'avis des salariés concernés qui réclament des augmentations de salaires pour tous et non à la gueule du client et non en faveur de ceux qui n'ont pas été dans le mouvement comme l'écrasante majorité des cadres.**

La fédération CGT a beau dire qu'il ne s'agit pas d'une signature de fin de grève c'est pourtant la perception de beaucoup. La CFDT a d'ailleurs, comme d'habitude, vendu la mèche en déclarant que « *le conflit s'arrête comme une grippe mal soignée* ». **Cette signature a suscité de nombreux débats au sein de la CGT puisqu'une très grosse minorité s'y est opposée : 5 syndicats pour 23 contre.**

Cette signature ainsi que celles de FO et de la CGC a entraîné la reprise du travail de ceux qui étaient en grève reconductible totale depuis huit semaines. Il reste cependant

des régions en bagarre et l'on peut prédire des actions « coups de poing » tant la colère reste forte. Il y a aujourd'hui beaucoup de rancœur contre l'attitude des fédérations « *qui n'ont pas été à la hauteur* » pour reprendre une expression massive. A nous d'éviter que cette rancœur ne se traduise par de l'aigreur et de l'inaction durable. Dans beaucoup d'endroits cela ne semble pas être le cas et il remonte une certaine fierté d'avoir tenu huit semaines.

En revanche la reprise n'est pas du tout effective dans la production (centrales nucléaires et thermiques). La CGT y avait pourtant poussé partout lundi et mardi mais les Assemblées Générales en ont décidé autrement ... du coup ils ont modifié hier mercredi leur ligne et ont réintégré le mouvement. La grève tient dans de nombreuses centrales : Chinon, Dampierre, Belleville, Chooz, Cruas, Le Havre, Blayais, Civaux. Dans ce secteur nos camarades font un travail d'information et d'explication remarquable...

Ce mouvement est inédit depuis le début. Il marque à la fois un échec profond de la transformation d'une entreprise publique en entreprise néolibérale mais il signifie aussi une mutation dans les rapports entre salariés et les fédérations « établies ». **Ce n'est donc pas terminé et la solidarité sous toutes ses formes demeure importante.**

2 juin : manif. des Goodyear et des Continental à Amiens

La direction de *Goodyear* a officialisé l'aggravation du plan de destruction d'emplois en doublant le nombre de postes supprimés à Amiens qui passerait à 817. En tentant de faire peser ce plan sur la seule usine Amiens nord, elle essaye avec un cynisme redoutable de rendre les travailleurs et leurs syndicats CGT et SUD responsables de leur sort. Elle préserve pour le moment l'autre usine, Amiens Sud, dont les dirigeants du syndicat majoritaire, maintenant passés à l'UNSA, ont trahi leurs engagements en acceptant une formidable régression sociale : le passage de 5 à 4 équipes de travail. Les travailleurs de *Continental* qui avaient accepté l'augmentation de la durée de travail en contrepartie d'une illusoire pérennité du site ont compris douloureusement qu'ils avaient été dupés.

La direction de *Goodyear* après avoir fait travailler les salariés-e- dans des conditions inacceptables où les accidents du travail étaient quotidiens, après avoir essayé de détruire plus profondément leur santé et de les éloigner de leur famille en voulant leur imposer les « 4x8 », décide :

- ⇒ de se séparer des 817 salariés affectés au secteur Tourisme, secteur où la direction a cessé d'investir depuis 15 ans !
- ⇒ De vendre l'activité agraire, activité rentable : 1000 pneus par jour !

Après, *Wolber* (filiale de *Michelin*) à Soissons (02), *Continental* à Clairoix (60), voici une nouvelle fois l'industrie du pneu touchée en Picardie ! L'Union syndicale Solidaires de la Somme appelle tous les salariés du privé et du public à s'opposer aux politiques menées par ces gouvernements et patrons capitalistes. Combien de salarié-e-s licenciés, combien de famille sur le carreau ? Ensemble, entrons en résistance et construisons la grève générale !

Le 2 juin, Continental et Goodyear manifesteront ensemble, à Amiens. Nous y serons !

Travail du dimanche : SUD Commerces à l'initiative

Le gouvernement compte de nouveau faire passer, à partir du 15 juillet (ben voyons !), sa loi sur le travail dominical à l'assemblée Nationale. Cette nouvelle mouture (la quatrième !), bien qu'édulcorée suite à la levée de boucliers syndicale et politique, (Lyon ne figure plus dans les grands centres urbains ayant pour vocation d'ouvrir ce jour-là, on reste à cinq dimanches d'ouvertures dites exceptionnelles et non plus huit, les autorités locales auront leur mot à dire...) représente toujours un danger :

- Désormais, c'est tous les commerces (sauf alimentaire) et plus seulement ceux à vocation culturelle et sportif qui pourront ouvrir dans les zones déjà autorisées,
- Que la grande distribution se rassure, les supermarchés pourront fermer leurs portes à 13 h à la place de midi,
- Surtout, elle légalise les pratiques de patrons voyous dans les aires que sont la Région Parisienne, Marseille et Lille. On risque la création de nouvelles zones dans ces périmètres (exemples : les Grands Boulevards à Paris ou un processus déjà en cours à La Défense avant même le changement de la loi !) puis une généralisation qui sera demandée par les patrons pour faire face à cette « distorsion de concurrence ».

Les garanties proposées pour garantir le volontariat des travailleurs dominicaux font sourire quand on connaît les méthodes antisociales, la précarité et le taux de syndicalisation du secteur...

Nous avons proposé à la CGT un grand rassemblement à Paris, au Forum des Halles dans la matinée du samedi 13 juin (la question d'un appel unitaire à la grève se pose de toute façon pour les salariés du commerce qui voudraient aller dans les manifestations), avec la participation des Secrétaires Généraux des syndicats mobilisés sur le sujet, de sorte que ce combat acquière une dimension interprofessionnelle et non pas corporatiste.

Notre Union a un rôle à jouer dans la bataille qui s'annonce et notre développement dans le secteur nous permet d'y prendre place sans rougir. Nous proposons :

- Que nos syndicats des enseignes déjà ouvertes le dimanche fassent suivre un point précis sur la réalité du travail dominical (état des salaires, respect du volontariat, résultat économique...),
- Ces éléments alimenteraient nos interventions de façon plus vivante que le discours formaté sur le sujet en vue d'une conférence de presse, si possible unitaire, en préalable à l'initiative citée plus haut,
- D'ici là, de mettre l'abandon de tout projet de loi sur le travail dominical dans nos revendications,
- De faire réussir l'initiative qui s'ébauche en y participant en nombre,
- De tâcher de mettre sur pied des initiatives locales ou une action coup de poing sur le sujet,
- D'être de nouveau reçus par les parlementaires opposés à ce projet... La liste n'est pas exhaustive !

Déclaration unitaire CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FSU, Solidaires, UNSA

L'ampleur des mobilisations du 29 janvier, 19 mars, 1er mai ont permis d'obtenir des débuts de résultats. Ceux-ci sont très insuffisants, au regard des revendications exprimées le 5 janvier 2009, et alors que la crise continue de s'aggraver. Patronat et gouvernement doivent engager négociations et concertation sur les sujets prioritaires les plus urgents.

Le gouvernement doit mettre le « social » au centre de sa politique économique et :

- **Revaloriser le SMIC, les minima sociaux, les pensions et les retraites**, conditionner toute aide publique, tout allègement de cotisations sociales à des contreparties mesurables en matière d'emploi, de qualification et de rémunération,
- Mettre en œuvre un plan ambitieux en faveur de l'**emploi** et de la qualification des jeunes,
- **Prolonger l'indemnisation des demandeurs d'emploi en fin de droit**. Donner à Pôle-Emploi les moyens nécessaires à l'accompagnement personnalisé des demandeurs d'emplois,
- **Supprimer la défiscalisation des heures supplémentaires et le bouclier fiscal**, mettre à contribution les stock-options au titre de la solidarité, consacrer ces ressources nouvelles au financement des mesures sociales,
- **Renoncer dans les fonctions publiques aux suppressions d'emplois** prévues pour 2009 et 2010, s'engager à **résorber la précarité** et tenir ses engagements en matière de **négociations salariales**. Ce sont des conditions pour des services publics de qualité qui répondent aux besoins de la population.

Le patronat doit, enfin, assumer ses responsabilités et engager des négociations sur :

- Les **politiques de salaires**, les politiques industrielles, **l'évolution de l'emploi** au niveau des branches professionnelles, **les rapports donneurs d'ordre – sous-traitants**, pour maintenir et développer l'emploi et résorber la précarité,
- Un accès facilité pour tous au chômage partiel, **l'amélioration de la durée et du niveau de son indemnisation**, associés à des formations qualifiantes,
- La **répartition et la redistribution des richesses produites** dans les entreprises, **l'amélioration des salaires et la réduction des inégalités**, notamment entre les femmes et les hommes, la reconnaissance des qualifications, l'utilisation des aides publiques au bénéfice de l'emploi,
- Les mesures favorables à l'emploi des jeunes permettant leur **insertion sociale et professionnelle durable**,
- Le respect et **l'amélioration des droits syndicaux** et des institutions représentatives du personnel.

Le gouvernement doit **renoncer à l'extension du travail du dimanche**, **garantir à l'hôpital public** les moyens de ses missions, **développer le logement social**, encadrer le prix des loyers. L'amélioration du pouvoir d'achat des salariés en faveur de la relance par la consommation, des politiques industrielles et économiques en faveur d'un développement durable et coordonné au niveau européen sont autant de moyens pour répondre immédiatement et structurellement à la crise.